



# ENERGIE

## Mesure n°21 : Généraliser, pour les constructions neuves, le recours à l'énergie solaire

La France, avec un potentiel de développement des énergies renouvelables bien supérieur à ses voisins européens, fait pourtant pâle figure. Deuxième potentiel européen en matière d'éolien avec une façade maritime largement exposée aux alizés, la France compte à peine 750 mégawatts de puissance installée contre plus de 18500 pour l'Allemagne (soit 25 fois plus) et 10000 MW pour l'Espagne ! De la même façon, le solaire demeure le parent pauvre de la politique énergétique. La diversification et la délocalisation des moyens de production échappent au monopole du producteur historique et s'attirent donc les foudres d'EDF, qui subrepticement s'attèle à freiner le développement des énergies alternatives.

Toujours en Allemagne, plus de 5,4 millions de m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques transforment la lumière du soleil en électricité, soit 603 MWh de puissance installée... contre 32 MWh en France. Trente mille allemands sont employés au développement de cette filière électrique !

Même cause, même effet en ce qui concerne le développement du solaire thermique. En 2005, 7,1 m<sup>2</sup> de capteurs solaires étaient installés sur les toits de 4% des foyers allemands, soit 3300 m<sup>2</sup> pour 100.000 habitants. La France n'atteint que le tiers de cette valeur !

Plus de 20 départements français connaissent un ensoleillement supérieur à 2000 heures par an. Même l'Ile-de-France connaît un bon ensoleillement. Il est inacceptable que ce gisement solaire ne soit pas exploité, asphyxié par l'idéologie du tout-nucléaire, qui vit les énergies alternatives comme une énergie foncièrement concurrente. Il est grand temps de sortir de cet autisme énergétique en renforçant les aides au développement des énergies renouvelables tout en adaptant le code de l'urbanisme en imposant, pour tout nouveau permis de construire, le recours à l'énergie solaire pour l'eau chaude sanitaire.

